

# **ACTION SOCIALE**

## **BILAN 2004 VACANCES LOISIRS - VACANCES ENFANTS**

### **VACANCES ENFANTS :**

Pour EPAF, son objectif assigné de saine gestion a été atteint. Les dépenses, que ce soit pour les acheminements et les séjours ont été conformes aux prévisions fixées.

La nouveauté de cette année était l'organisation de séjours courts d'été.

Le nombre de demandes en 2004 s'est stabilisé par rapport à 2003 qui avait enregistré une baisse de 10% : 15 720 demandes et 90% des demandeurs ont effectué un séjour.

Cette année 75% des enfants ont obtenu leur premier choix.

La population la plus importante se situe dans la grille tarifaire entre les 5<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> tranche, les familles dont les revenus se situent dans les 4 premières tranches représentent 29% du total et celles des plus hautes tranches 35%.

La CGT se félicite du fait que l'offre affinée des grilles tarifaires a permis d'atteindre cet équilibre sociologique de la population du MINEFI, et peut ainsi répondre à un besoin important dans la vie des familles.

### **LES SEJOURS DE PROXIMITE A LA SEMAINE.**

La forte baisse de fréquentation des séjours courts en 2003 a amené EPAF à revoir cette offre et à mener une expérience en 2004, à savoir proposer aux familles des lieux de séjour se situant dans un rayon de 200 km de leur domicile.

Il s'avère qu'il existe une grande disparité des capacités d'accueil selon les régions et une absence de structures bénéficiant des agréments nécessaires dans une bonne moitié des régions : 20 lieux d'accueil ont été proposés.

915 enfants ont participé à ces séjours soit une hausse de 22% par rapport à l'an dernier et 1/5<sup>ème</sup> des enfants sont de nouveaux colons.

Une dizaine d'enfants handicapée ont participé à ces séjours

**Le problème du transport par les parents dans un rayon de 200 Km reste posé, et cela surtout du fait que les autorisations d'absence leur sont refusé pour cause de RTT.**

## LES CENTRES DE VACANCES

En 2004, 13 225 enfants sont partis, on constate une baisse des séjours en centre EPAF et une forte hausse des séjours à l'étranger, ce qui représente pour les dernières tranches d'âge un quart des séjours effectués.

### L'ACCUEIL DES ENFANTS HANDICAPES :

Cette année 269 enfants sont partis (111 en 2002) : cette politique reconduite depuis deux ans est une démarche importante dans le vivre ensemble pour l'ensemble des participants.

### DOM :

85 enfants des DOM ont bénéficié de séjours sur place et de séjours en métropole.

Nous avons dénoncé le fait qu'il soit demandé aux familles une participation aux frais de transport (décision unilatérale prise l'an dernier) : la promesse d'un lissage des tarifs lors du groupe de travail sur ce thème est faite.

### L'ORGANISATION DES ACHEMINEMENTS

Cette année a été marquée par la mise en place des regroupements supra départementaux.

Si le bilan tiré par EPAF est très satisfaisant, nous ne pouvons partager cet avis : de nombreux parents sont mis dans l'obligation d'effectuer des trajets parfois longs, notamment pour les départements qui sont éloignés du point de regroupement, les frais de transports sont à leur charge sans que pour autant ils aient constaté une diminution du coût du séjour (c'est le contraire) et surtout ces déplacements se font sur leur temps de congé.

Cela a pu amener certains parents à renoncer au séjour !

**Pour la CGT ce transfert de charges n'est pas acceptable**

### PERSPECTIVES 2005 :

Pour l'été 2005, le logiciel ULYSSE WEB va remplacer le précédent : ce nouveau logiciel va permettre un redéploiement vers les délégations, qui pourront recevoir les demandes, les préenregistrer, mais qui ne pourront modifier ni les affectations ni les éléments ayant des conséquences financières.

Dans un deuxième temps, chaque famille pourra avoir un accès direct à son dossier par ALIZE, qui sera ouvert à tous les acteurs de vacances enfants dès la première demande, la famille pourra suivre l'historique des dossiers de ses enfants (avec mot de passe) et un capital points sera attribué à chaque enfant.

## TOURISME SOCIAL

Bilan global :

Cette année 34 418 personnes sont parties en vacances par l'intermédiaire d'EPAF, ce qui représente une baisse de 3,1% par rapport à l'an dernier.

Le même constat est effectué, à savoir une tendance à la baisse constante de la pension complète et une hausse conséquente des gîtes EPAF de 35%, ainsi que des séjours à thème dont la progression s'est renforcée en moyenne et basse saison.

En général, les séjours courts d'individuels et des familles sont en augmentation.

Pour la CGT, cette évolution est à mettre en lien avec la baisse du pouvoir d'achat que connaissent les personnels du Ministère.

La Sous Direction estime que l'objet social de ce secteur est atteint puisque ce sont les familles appartenant à la première et à la seconde tranche de revenus qui obtiennent satisfaction : ainsi le taux de refus est de 0% pour la première tranche et de 4% pour la seconde.

Cependant dès la troisième tranche le taux de refus est de 44%,

Mais est ce vraiment l'objectif du tourisme social ?

Pour la CGT c'est non !

Action sociale ne signifie pas aide sociale, car c'est pour nous l'ensemble des actions qui visent à l'amélioration des conditions de vie, professionnelle et extra professionnelles des personnels. L'existence d'une tarification, la plus fine possible doit permettre à chacun de participer à hauteur de ses possibilités.

C'est la raison pour laquelle nous avons demandé que soit communiqué le nombre de demandes de séjours reçues par le secteur. Les taux de satisfaction ainsi que le taux de rotation des familles ne sont jamais transmis.

La CGT a également exprimé ses inquiétudes par rapport à l'avenir de ce secteur, et notamment celui du patrimoine immobilier : le retard dans la réalisation des travaux s'accumule du fait de l'insuffisance des crédits d'investissements et EPAF prend à sa charge ceux qui sont urgents, alors qu'elle ne dispose pas de fonds destinés à cette fin.

### PERSPECTIVE 2005

Une réflexion est en cours sur de nouvelles offres, thalasso et ski , pour les actifs et les retraités.

Montreuil, le 22.11.2004

